



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse

Du 01 au 06 janvier 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....3

1.2 Sécurité alimentaire.....11

II. Centres d'intérêts

1.1 Tourisme15

1.2 Energies renouvelables16

COI et ses Projets

Coopération régionale



02 janvier 2020

<https://www.regionreunion.com/actualite/journal/les-dossiers/rayonner-dans-le->

Une Coopération active



La Coopération régionale vise à une meilleure insertion de la Réunion dans son environnement régional et à soutenir une stratégie d'ouverture internationale. L'enjeu de cette insertion est de favoriser le développement de la Réunion et un co-développement mutuellement avantageux avec les pays de la Zone du Grand Océan Indien.

LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN (COI)

Il s'agit d'une organisation intergouvernementale créée en 1984 (Accord de Victoria), qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, elle défend les spécificités de ses États membres sur les scènes continentale et internationale. Bénéficiant du soutien actif d'une dizaine de partenaires internationaux, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs : préservation des écosystèmes, gestion durable des ressources naturelles, sécurité maritime, entrepreneuriat, santé publique, énergies renouvelables ou encore culture.

LA MAISON DE L'EXPORT

Elle est un guichet unique pour l'internationalisation des entreprises réunionnaises. Cette structure, qui rassemble les partenaires publics et privés oeuvrant dans ce domaine, est une porte d'entrée pour tout

porteur de projet qui recherche un accompagnement administratif et financier dans ses démarches d'exportation de biens ou de services vers les marchés extérieurs. La Maison de l'Export est animée par une équipe opérationnelle de la Région Réunion qui affirme son rôle de chef de file sur l'internationalisation de son territoire, aux côtés des acteurs locaux de l'export. Dans l'objectif de se connecter au monde et de conquérir des marchés extérieurs, les partenaires se sont ainsi accordés sur un Plan Régional d'Internationalisation des entreprises (PRIE) signé en 2015.

ZOOM sur **LA RÉGION AU SEIN DES ORGANISATIONS RÉGIONALES**

La Région maintient sa contribution aux activités et aux projets mis en oeuvre par la **Commission de l'Océan Indien (COI)** afin de renforcer la présence de La Réunion au sein de cette organisation régionale et de défendre les intérêts spécifiques de notre territoire. Il est à noter que le secrétaire Général de **la COI** sera, à partir de juillet 2020 et pour une période de quatre ans, un ressortissant de la France/Réunion. Par ailleurs, hors COI, la collectivité souhaite accroître la visibilité de La Réunion au sein du COMESA et de l'IORA. Ces organisations mettent en oeuvre des programmes de coopération dans des domaines stratégiques pour notre île, à l'instar des énergies renouvelables, des biotechnologies, ou encore de la santé. De plus, l'agenda économique de ces deux entités prévoit, tout au long de l'année, diverses rencontres d'affaires (business forum, rencontres B to B, séminaires thématiques..) susceptibles de mobiliser les entreprises locales, qui sont à la recherche de nouveaux relais de croissance et ont exprimé leur souhait de prospecter les marchés de la zone.

Pour plus d'information



https://www.7mag.re/Rayonner-dans-le-Grand-Ocean-Indien_a16495.html

01 janvier 2020

<http://lagazettedescomores.com/politique/rencontre-5667.html>

L'économie bleue et prochaines échéances électorales au centre des discussions

🕒 31/12/2019



Mohamed Youssouf

Date de publication

Rédacteur



Le ministre des affaires étrangère a reçu hier après-midi le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien. Les échanges ont porté sur les prochaines élections législatives et communales mais aussi l'économie bleue.

Le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) a été reçu hier lundi par le ministre des affaires étrangère. Pendant plus de 45 minutes, Souef Mohamed El Amine et Hamada Madi ont passé en revue la situation politique aux Comores notamment les élections législatives prévues au mois de janvier prochain. C'était aussi l'occasion d'échanger sur la situation dans la région et les activités de la COI. « Lors de notre discussion, nous avons mis l'accent sur les perspectives de la présidence comorienne de la Commission de l'Océan Indien à partir du mois de mars prochain et nous avons échangé en long et en large », avance Souef Mohamed El Amine.

Dans ce même contexte, les deux personnalités n'ont pas manqué de discuter sur la question de l'économie bleue. Une question qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans la région en matière de développement économique durable de la sous région. « Nous savons très bien que nous sommes un pays insulaire et nous misons beaucoup sur l'économie bleue. Donc les questions liées à la mer et à la sécurité maritime nous intéressent beaucoup », avance-t-il, avant d'ajouter que « nous sommes aussi un pays qui compte beaucoup sur l'économie verte. Tous ce qui est sécurité alimentaire nous préoccupe ».

Interrogé sur la Conférence des Partenaires au développement tenue à Paris dernièrement, le secrétaire général de la COI estime avant tout que c'était une question de souveraineté nationale. « Nous avons juste été invité et nous y avons participé. Nous avons noté bien évidemment la participation de tous les partenaires au développement des Comores surtout des annonces faites par ces derniers mais le gouvernement comorien nous a tenu informé de la préparation du déroulement et des résultats de la conférence. C'est une conférence nationale et souveraine qui ne dépendait pas de la COI », souligne Hamada Madi.

MY

Pour en savoir plus

Comores-infos

Toute l'actualité comorienne

<http://www.comores-infos.net/maeci-coi-un-tete-a-tete-pour-partager-des-sujets-dinterets-communs/>

04 janvier 2020

<https://www.orfonline.org/expert-speak/act-east-and-act-west-two-different->

Act East and Act West: Two different prisms for India's Indo-Pacific strategy

- ABHISHEK MISHRA
- PREMESHA SAHA



Source; PhotoLabs@ORF

Recently while delivering the valedictory address at the joint Indian Ocean Dialogue and the Delhi Dialogue, EAM Jaishankar **mentioned** that, "India is increasing the area covered by its Indo-Pacific policy to include the Western Indian Ocean and Arabian Sea – this includes the neighbours in the Gulf, the island nations of the Arabian Sea and Africa. Stretching the geographical and therefore strategic area of the Indo-Pacific to encompass not merely a region stretching eastwards from India, which would have the ASEAN as the central focus, India is now incorporating the western Indian Ocean and Africa. There is room for a Western Indian Ocean version of this concept too."

However, it might not be a good idea to talk about India's Indo Pacific construct as a single entity especially due to India's varying policy interests and concerns in these two sub-regions. Due to the vast geography and

number of countries involved, a more viable, practical, and pragmatic approach for India will be to implement two sets of distinctive policies – like ‘Act East’ and ‘Act West’ – as a part of its Indo-Pacific strategy.

“Act-East” and the Indo-Pacific

Although the East received attention as a result of India’s Look East and now Act East policy, but for a long time our eastern neighbours were just seen as economic and strategic partners, rather than as important maritime players or even maritime neighbours. With the evolution of the idea of the “coupling of the two seas” and the ‘Indo-Pacific’ from 2008 onwards, do we see the eastern neighbours also being looked at through the nautical lens. Though the navy for its overseas deployments in the eastern Indian Ocean and the Pacific has always paid attention to the eastern Indian Ocean, but this side did suffer from a ‘relative neglect’ in the Indian strategic thinking.

Given the present scenario where most of the major players championing the Indo-Pacific like the US, Australia, Japan, South Korea and now the ASEAN countries (ASEAN Outlook on the Indo-Pacific) are nations bordering the eastern Indian Ocean and the Pacific, it would be difficult for India to neglect these countries if it wants to continue to make its voice heard and influence felt in this emerging Indo-Pacific debate. India has been strengthening its relations and working closely with its eastern neighbours as can be seen in the 2+2 dialogues with US and Australia, the foreign ministerial level Quadrilateral dialogue, among many others. Even individually with ASEAN countries like Indonesia, India has a Shared Vision Statement on the Indo-Pacific, the two countries are also actively having dialogues and meetings to initiate connectivity projects between India’s Andaman and Nicobar Islands and Aceh in Sumatra island.

Moreover, a lot more can be done with these countries. For instance, India can enter into connectivity initiatives with its Southeast Asian neighbours as a part of the Masterplan on ASEAN Connectivity 2025. In these connectivity programs, India can work alongside with countries like Japan, South Korea, US, Australia. The Asia Africa Growth Corridor spearheaded

by Japan, India's Sagarmala (port connectivity project) and the Masterplan on ASEAN Connectivity can work in tandem.

'Act West' and the Indo-Pacific

The Western Indian Ocean region has only found reference in Indian policy circles in terms of geography, rather than formulating India's strategy towards the region as a coherent or cogent vision, strategy, or as a part of India's Indo Pacific construct.

The Western Indian Ocean region is viewed as a gateway to continental Africa by both India and China. As China continues to rapidly expand its economic and military heft in the region, India cannot afford to be left behind. Subsequently, in keeping in line with Indian government's official stance of increasing the Indian Ocean region's community's involvement within the notion of Indo Pacific and in order to truly reflect 'inclusivity', the MEA recently expanded the Indian Ocean Division to include all the major island nation-states in the western and southern Indian Ocean. Now, the next step for India should be to get Observer Status in [the Indian Ocean Commission \(COI\)](#) – an intergovernmental commission which tracks the development of the five African Indian Ocean nations. In this respect, France supports India's candidature.

Additionally, after signing defence cooperation agreements with Madagascar and Comoros earlier in October, India has now appointed a defence attaché to its mission in Madagascar. This will help India to closely monitor the security developments in the region. India is also mulling to incorporate the Indian Coast Guard (ICG) in its outreach to these strategically placed Indian Ocean 'Vanilla' island nations. Since the adverse effects of climate change and natural disasters, especially cyclones, pose severe threats, the ICG and the Indian Navy, needs to play a more proactive role in its HA/DR and Search and Rescue (SAR) operations in the region.

On the other hand, India's eastern neighbours have existing and established regional architectures like the East Asia Summit (EAS), the ASEAN Regional Forum (ARF), the Expanded ASEAN Maritime Forum among others to discuss and deliberate on the Indo-Pacific. But the Western Indian Ocean countries, besides the Indian Ocean Rim Association (IORA) does not have established regional frameworks to exclusively look into the Indo-Pacific concept. The following section will look into how the existing platforms and mechanisms can be utilised for evolving an 'Act West' version of the Indo-Pacific.

Leveraging existing mechanisms for cooperation

Maritime Security – Maritime security has emerged as an important dimension of India's bilateral relations with the larger Indian Ocean community. Since, it is important to secure national interests by ensuring the safety and security of vital trade routes, particularly choke points, regional cooperation within the Indian Ocean Region through mechanisms such as Indian Ocean Rim Association (IORA), **Indian Ocean Commission (COI)**, Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) has become paramount. With nearly forty percent of India's trade conducted with the littoral nations along the Indian Ocean Rim, freedom of navigation and safe passage of Indian ships for conducting unimpeded commerce is central to India's maritime interests. In this respect, the IORA has emerged as an important platform for identifying and highlighting common challenges – both traditional (like the china challenge) and non-traditional (such as human, drugs, arms trafficking, climate change, natural disasters, IUU fishing etc) and synergising and coordinating incident responses.

Fisheries and Agriculture Review



President Faure and EU Ambassador Vincent Degert opening Broodstock facility

Revamping fisheries sector, boosting local production

The Ministry of Fisheries and Agriculture (MOFA) this year pushed to re-vamp the fisheries sector and to boost local food production, in line with the country's priority towards food security.

Government approves for registered farmers and fishermen to be exempted from tax

Following consultative meetings by the Ministry of Finance, Trade, Investment and Economic Planning and the Seychelles Revenue Commission (SRC) in which farmers and fishermen strongly voiced out the challenges they face in view of the volatility of these two sectors, government in September approved for the provision of an exempt order for registered fishermen and farmers not to pay business tax with immediate effect.

The decision does not apply for fishermen and farmers who operate under a company as they will continue to pay business tax at a rate of 15% on their profits. It is expected the exemption will encourage more investments in the two sectors and push for the revival of the agricultural sector and more local production.

Seychelles team up with FAO to eradicate hairy caterpillars

In October this year, the ministry signed a project agreement with the Food and Agriculture Organisation (FAO) of the United Nations towards the effective control of the invasive euproctis caterpillar (hairy caterpillar).

As per the agreement, US \$148,000 provided by FAO will fund laboratory equipment and technical assistance from experts to build capacity of local staff of the National Biosecurity Agency (NBA) to handle the scientific work associated with Integrated Pest Management (IPM) which involves the creation of a database for insects and pests related to the species and designing stronger and more effective methods of control population of the species which has been wreaking havoc in Seychelles since 2015.

Agricultural biotechnology to boost food production

In the efforts to boost local food production, the Ministry of Fisheries and Agriculture and affiliated agencies are considering introducing agricultural biotechnology innovations in the national agricultural sector. As such, local farmers were in November introduced to modern agricultural biotechnology techniques through a workshop held at Eden Bleu Hotel, organised by the Seychelles Agricultural Agency (SAA) in collaboration with the United States Embassy.

Led by agricultural advisor within the Economic and Business Affairs Bureau in the US Department of State Dr Samuel Crowell, the workshop introduced farmers to innovative scientific tools and techniques to improve plants and animals, or develop microorganisms for agricultural uses.

Participants learned about biotechnologies' numerous uses, including to develop stress tolerant and more nutritious crop varieties to protect natural resources and human health, in addition to food security, increasing agricultural sustainability, reduction of pesticides and how to increase farmer income.

Minister Bastienne expressed his support towards the employment of biotechnology tools and techniques "to make agricultural production

cheaper and more efficient, to permit higher crop yield, to limit use of pesticides and to enhance nutritional contents of agricultural produce.”

Chicken abattoir reopens after major renovations and four-month delay

The Ferox Abattoir, Le Rocher reopened its doors for business in October following major renovations after a four-month delay.

The facility which forms part of the Ministry’s strategic comprehensive plan to boost chicken production to meet local demand which stands at 4,500 tonnes per year, was closed in February upon the instruction of the ministry as it was found to be sub-standard.

Visiting the poultry slaughterhouse two weeks after reopening, Minister Bastienne said he is satisfied with the renovation works and hygiene levels at the facility.

The slaughterhouse can cater to 10,000 chickens on operating days, although one of the concerns expressed at the time was that the factory was operating under capacity with only around 2,700 chickens for slaughter on operating days.

In 2018, only 650 tonnes of chicken were produced for the local market. The abattoir intends to increase the production demand to 50% in the next three years.

Business facilitation platform established to facilitate agro-food trade amongst IOC member states

Earlier this month, a business facilitation platform for the regional trade in agro-food products amongst member states of the **Indian Ocean Commission (IOC)** was established, during a meeting with officials from the Food and Agriculture Organisation (FAO), an organisation of the United Nations.

The meet grouped together stakeholders to discuss the progress made on the Regional Programme for Food and Nutritional Security (PRESAN) which aims to reduce the Indian Ocean states’ dependence on imported products.

Secretary general of the **IOC Hamada Madi** said that the Indian Ocean states are capable of producing sufficient quality food to satisfy the food

and nutritional needs of the region and reduce the negative environmental and economic impacts of imports from distant countries, affirming FAO's support towards helping member states regain their food security.

Principal secretary for agriculture Antoine Marie Moustache noted the topographical limitations in Seychelles which justify the country's dependence on food and agricultural imports but concurred that PRESAN constitutes an opportunity to meet domestic needs, but also to develop sectors which could have comparative advantages. He further noted that the development of intra-regional trade is a necessity to respond to economic growth and the reduction of greenhouse gas emissions attributable to distant imports.

The platform is to be based in Madagascar, a central point for PRESAN.

Pour lire l'article en entier cliquez ici :

- <http://www.nation.sc/articles/2974/fisheries-and-agriculture-review-2019>

03 janvier 2020

[https://www.newsmada.com/2020/01/03/meilleure-destination-2020-madagascar-dans-le-top-20-du-](https://www.newsmada.com/2020/01/03/meilleure-destination-2020-madagascar-dans-le-top-20-du-figaro)

Meilleure destination 2020 : Madagascar dans le top 20 du Figaro

Par Les Nouvelles sur 03/01/2020



« Un souffle d'Asie sur un fragment d'Afrique ancré dans les eaux scintillantes de l'océan Indien... Madagascar reste une destination indémodable pour les passionnés de nature et d'aventure, qui font connaissance avec les trésors de la géologie et de la biodiversité : fougères géantes, mystérieux tsingy (concrétions calcaires aiguisées comme des lames couteaux dressées vers le ciel), lémuriniens aux allures de marionnettes et une dizaine d'espèces de caméléons endémiques, dont le micra, le plus petit du monde, à peine la taille d'un pouce. Et pour le farniente à l'ombre des cocotiers, cap sur les plages de l'île Sainte-Marie ou de l'île Nosy Komba ».

C'est en ces termes, avec une fenêtre ouverte sur les Tsingy de bemaraha, que la rubrique « Voyage » du Figaro décrit Madagascar parmi les 20 destinations à (re)découvrir en 2020. Et dans ce classement, la Grande île se place au 2e rang, juste après les Îles Cook du Pacifique Sud et avant la Biélorussie en Europe de l'Est.

La Grande Île a toujours été dans le top des meilleures destinations au monde, ces trois dernières années. En 2017, le quotidien américain New York Times a classé Madagascar parmi les 52 pays qu'on doit absolument visiter. La même année, le magazine de mode Vogue a également mis le pays dans le Top 10 des meilleures destinations.

En 2018, le magazine français Grazia a classé l'île Rouge comme une destination authentique et incontournable pour les vacances en 2019. Et l'année dernière, son palmarès s'est davantage complété avec l'annonce d'un organisateur de voyages de luxe américain, Butterfield & Robinson, qui a programmé des circuits sur mesure à travers l'île.

Arh.

01 janvier 2020

<http://www.midi-madagascar.mg/dossiers/2019/12/30/energie-ricky-herimiary->

Energie : Ricky Herimiary , le maître biogaz de Mananasy



L'installation standard en biogaz fabriqué par Ricky Herimiary

A l'heure où le monde veut sauver la planète de l'urgence climatique, depuis un petit village de Mananasy, Ricky Herimiary tente de faire tout ce qu'il peut pour protéger l'environnement. Celui de l'Itasy en premier lieu et de Madagascar ensuite.

Mananasy, une petite localité située à quelques encablures de la commune de Soavinandriana Itasy, y vit un « toubib » de l'environnement. Ricky Herimiary, mari et père de famille de deux garçons a le sourire facile. Un pur gars d'Antananarivo. La manière de parler, le gestuel, on voit mal pourquoi il a décidé de plier bagage pour vivre dans ce village reculé. D'autant que c'est un spécialiste diplômé d'ingénierie en froid. « Heureusement que j'étais venu ici, sinon je n'aurai jamais su ce qu'était le biogaz », s'amuse-t-il à dire.



Le réchaud à gaz à deux feux activé avec du biogaz fait maison

Aujourd'hui, sa maison est indépendant énergétiquement. Il ne paie plus sa facture d'eau et d'électricité. Cerise sur le gâteau, il possède du gaz, qu'il fabrique lui-même. « Tout est gratuit », se réjouit sa femme. Une fierté non

feinte puisque depuis quelques années, le couple arrive à économiser. « Bien sur l'installation a coûté chère, une importante somme, mais au final il n'y a plus aucun regret maintenant », ajoute Ricky Herimiary. Arrivé chez eux, le visiteur sera toujours tenté de faire une visite des lieux.

Alors, dans la cour de leur maison se trouve six bidons bleus. Dans lesquels sont déposés des déchets. « Ici, les bouses de zébus ne manquent pas ». Un tuyau emmène le gaz issu de la fermentation de ces matières vers deux autres bidons de rétention en guise de bouteille, comme on trouve dans de nombreuses cuisines de la capitale. Un autre tube dirige le combustible vers un réchaud à gaz à deux feux. « Pour la sécurité, j'ai réussi à insérer un système anti retour de flamme. Le méthane est très inflammable », fait-il savoir. Surement, ce maître d'école fait confiance à son système pour qu'il l'installe chez lui.



Mananasy, le village éloigné du « maître biogaz » aux premières lueurs du jour

Rêveur engagé. Avec tout cela, Ricky Herimiary dispose de six heures de gaz par jour. Il s'explique, « La répartition est simple, deux heures le matin, deux heures à midi et deux heures le soir. Des fois, nous n'arrivons même pas à finir tout le gaz et elle s'évapore. Mais le lendemain, on en dispose déjà ». Toute l'installation est garantie dix ans. « Ma femme m'a dit d'être plus modeste, j'ai même donné vingt ans, mais elle m'a recadré, alors, j'ai obtempéré », rappelle cet enseignant de formation. Puisque son aventure ne s'est pas arrêtée à une fabrication personnelle, sa réputation grandit de bouche à oreille.

Ce mois de décembre, lui et sa femme sont allés à moto, puisque depuis Mananasy on peut rejoindre Faratsiho en quelques heures, à Ambohimandroso. Là-bas, un grand hôtel leur ont proposé de mettre sur pied une installation biogaz destinée à alimenter continuellement, soit 24 h /24 h, plus de cinquante feux. Un chantier de titan. Lui qui a déjà placé un système dans deux écoles, pour la cuisson du repas de cantines. Cette fois, il va s'attaquer à une montagne.

« Pas besoin de bidons, ce sera une bâche spéciale », assure-t-il. « Le plan précis est déjà dans ma tête, mais c'est ma femme qui me dit si j'oublie quelque chose. Lors des discussions avec les demandeurs, je ne pense pas trop parce que je suis pressé de réaliser les travaux, alors, elle est là pour me ramener sur terre », rigole-t-il. Dans la tête de Ricky Herimiary, c'est surtout un combat extrêmement urgent qui se joue.

Le biogaz, pour lui c'est synonyme de la lutte pour la préservation de l'environnement. Dans une localité où il y a encore quelques années, la forêt se trouvait encore à quelques centaines de mètres du pas de sa porte. Il veut alerter sur la destruction inéluctable de la faune de l'Itasy. « Il y a un village ici qui fait rire la population de la région, il y a encore une vingtaine d'années, il était entouré d'une forêt. Maintenant, il n'y a plus un seul arbre », évoque Ricky Herimiary. Il paraît que les habitants de cet hameau serait dénommé les habitants du village chauve.



L'Etat inquiétant de la rivière traversant Ampefy en plein mois de décembre

Eviter l'inéluctable. Et le paradoxe réside dans l'état du sol de l'Itasy. D'une richesse inestimable, les volcans endormis de la région fournissent d'énorme nutriment à la terre qu'au sommet des montagnes se trouvent des rizières ou d'autres cultures. Elles côtoient fièrement des vestiges ancestraux, les parcs à zébus de Rasoalao, la sœur de Rapeto. « Tout ce que vous plantez ici pousse », tient à marquer le beau-père de Ricky Herimiary. Ce septuagénaire originaire de Mananasy a vu la décadence environnementale de la région. La terre de moins en moins prospère, la rivière d'Ampefy qui se dessèche chaque année... De la manière dont il regarde son beau-fils, il soutient fermement le combat de celui-ci.

« Je suis sûr que le biogaz pourra apporter son pierre à l'édifice pour la préservation de notre écosystème. Puisque à terme, je suis encore en train de faire des recherches, nous pourrons utiliser tous les déchets sans perte », avance Ricky Herimiary. Malgré l'efficacité de ses installations, il continue toujours à améliorer. Son défi est de réduire le volume d'occupation. Il cherche à développer sa technique pour l'adapter au milieu urbain.

Son rêve le plus proche est de fournir du gaz à emporter à Mananasy. Pour les matières premières, pas de problème. Les zébus sont comme des bêtes de salon dans le village. Les feuilles mortes, les ordures ménagères, tout cela est utilisable. Pour son premier montage réalisé dans une école publique dans les environs de Carion, il a récolté tous les ordures après les ménages scolaires. Cela a largement suffi pour rendre opérationnel les réchauds. « Quand le système est en marche, il ne suffit plus que de six kilos de déchets par jour, pour une installation standard, comme la mienne », confie-t-il.

Richesses reconsidérées. Dès lors, son défi reste la miniaturisation. Dans le village de Mananasy, le charbon de bois et les bois de chauffe restent les principales sources de feu de cuisson. Un de ces jours, il proposera un kit portable pour fournir au moins deux heures de gaz par jour aux villageois. Moyennant une somme, juste pour se payer le kit puisque les bouses sont gratuites. Que ces derniers vont ensuite emporter chez eux et revenir le lendemain. « C'est mon rêve, je vis ici vous savez ».

En attendant, il divulgue des formations concernant le biogaz. « J'estime que tout le monde devrait avoir ce savoir-faire et chacun pourra s'équiper », pense-t-il. Le partage, c'est décidément le principal caractère des amoureux de l'environnement. En formant des personnes, à coup de frais, juste pour assurer son déplacement et la location des salles, il souhaite démocratiser le biogaz rapidement. « Je mets à jour mes techniques et je les apporte à chacune des formations, je ne fais aucune rétention puisque c'est vital ».

Des jours, quand Ricky Herimiary et sa femme monte en ville. En voyant les montagnes d'ordure jonchant les rues. Le couple y voit tout simplement une richesse.

Maminirina Rado